

# La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes

R. EVAN ELLIS, PHD\*

L'amère élection présidentielle américaine de 2016 appartient désormais au passé. Avec l'arrivée au pouvoir de l'administration de Donald Trump en janvier 2017, il est apparu nécessaire de faire figurer l'Amérique latine et les Caraïbes au rang de priorité. À l'heure actuelle, la région ne compte aucun état ou groupe terroriste représentant une menace notoire, immédiate et crédible pour les États-Unis. Cependant, cette absence de risque n'est pas une raison suffisante pour reléguer la région à la fin de la longue liste des préoccupations de la nouvelle administration en matière de sécurité nationale.

Aucune autre région du monde n'entretient des relations commerciales plus étroites avec les États-Unis ni ne reçoit autant d'investissements américains et, par conséquent, aucune région n'a une influence plus directe sur la sécurité économique et la prospérité des USA<sup>1</sup>. Par ailleurs, sa proximité physique avec les États-Unis, matérialisée par la frontière terrestre avec le Mexique et les approches maritimes du Pacifique et de la mer des Caraïbes, établit entre la situation de cette région et la sécurité physique de la nation un lien qui n'existe avec aucune autre partie du monde. Ainsi, les dizaines de milliers d'enfants de migrants issus d'Amérique centrale qui sont arrivés à la frontière à l'été 2014 ont obligé les États-Unis à dépenser plus de 3,7 milliards de dollars pour gérer la crise<sup>2</sup>. Quand le virus Zika a commencé à se répandre à travers la région, il ne lui a pas fallu longtemps pour atteindre Miami<sup>3</sup>. Quand l'expulsion d'immigrés venus d'Amérique centrale a entraîné la création des gangs de rue Mara Salvatrucha et Barrio 18 au Salvador,

---

\*Le Dr. R. Evan Ellis est directeur de recherche en études latino-américaines à l'US Army War College Strategic Studies Institute, spécialisé dans les relations de cette région avec la Chine et les autres acteurs n'appartenant pas à l'hémisphère occidental. Il a publié plus de 90 ouvrages et présenté ses travaux dans le cadre de nombreux forums commerciaux et gouvernementaux organisés dans 25 pays. Il a rendu compte des activités de la Chine en Amérique latine devant le Congrès américain et exposé ses recherches sur la Chine et les autres acteurs extérieurs à l'Amérique latine dans de multiples émissions radio et programmes de télévision. Ses travaux sont régulièrement cités dans la presse des États-Unis et des pays latino-américains. Le Dr. Ellis est titulaire d'un doctorat en science politique, avec une spécialisation en politique comparée.

\*\*Le Dr. Ellis remercie son assistante de recherche, Jennifer Ng, pour la contribution qu'elle a apportée à ses travaux.

au Honduras et au Guatemala, ils n'ont pas tardé à se développer au sein des communautés d'immigrés centraméricaines des grandes métropoles américaines<sup>4</sup>.

En 2016, la promesse de Donald Trump, alors candidat à la présidence des États-Unis, de construire un mur le long de la frontière mexicaine a engendré une polémique d'envergure internationale, mais l'écho que rencontre le thème du « mur » auprès d'une grande partie de l'électorat américain illustre l'impact sur les États-Unis de cette région avec laquelle ils sont étroitement liés, géographiquement et économiquement.

### ***Le contexte stratégique de l'Amérique latine***

Le contexte stratégique de l'Amérique latine est généralement méconnu. Bien qu'elle ne soit pas affectée par des conflits interétatiques, cette région n'est pas pour autant en paix. Parmi les cinquante villes affichant les taux d'homicide les plus élevés au monde, quarante-trois se situent en Amérique latine<sup>5</sup>. Aux États-Unis, l'idée que les problèmes qui affectent l'Amérique latine sont de nature différente de ceux que rencontrent les autres régions du monde, et notamment le Moyen-Orient, est largement répandue. Il convient par conséquent de rappeler que le chaos qui a gagné les états du Moyen-Orient suite au Printemps arabe n'était pas dû à des conflits interétatiques mais, tout comme en Amérique latine, à des tensions socioéconomiques alimentées par la dynamique de la mondialisation, que les institutions publiques faibles et passives se sont avérées incapables de gérer.

Si les défis de l'Amérique latine diffèrent de ceux des autres régions du monde dans leur ampleur et leurs détails, ils recèlent la même capacité d'explosion, susceptible de mettre en danger la sécurité nationale des États-Unis.

Le contexte stratégique de l'Amérique latine et des Caraïbes est caractérisé par l'interaction complexe entre des dynamiques mondiales et nationales, incluant les actions des États-Unis et celles de multiples autres acteurs situés hors de l'hémisphère. Les facteurs qui menacent le plus la stabilité de cet environnement sont de deux ordres : 1) les défis posés à l'ordre public et aux institutions par la criminalité transnationale organisée et 2) les impératifs de l'interdépendance mondiale.

### ***Criminalité transnationale organisée***

L'Amérique latine fait certes face à de nombreux problèmes liés au sous-développement, aux inégalités et à l'injustice, mais c'est surtout la criminalité transnationale organisée qui l'entraîne activement sur la mauvaise pente. Les activités des organisations criminelles animées par l'appât du gain, qui recourent notamment à la corruption et à l'intimidation, gangrènent les institutions publiques

et la société civile. Dans le même temps, elles sapent l'ordre public en engendrant des activités illégales et de la violence.

Ces conséquences sont le fait de différents types d'organisations criminelles agissant de différentes manières. Parmi elles figurent de grands cartels, de petits groupes impliqués dans le trafic de stupéfiants, capitaux, personnes et marchandises sur le territoire national, des gangs transnationaux tels que Mara Salvatrucha et Barrio 18 qui extorquent les personnes et les entreprises, vendent de la drogue et commettent de petits délits dans les zones qu'ils dominent, et même des organisations qui commettent leurs délits au nom d'objectifs politiques, telles que les FARC (Revolutionary Armed Forces of Columbia) et l'ELN (National Liberation Army) en Colombie ou Sendero Luminoso au Pérou.

### *Interdépendance mondiale*

Si l'interdépendance mondiale peut avoir des effets positifs sur le plan économique et social, elle a également des conséquences déstabilisatrices. Le développement constant des liens économiques de la région avec le reste du monde, en matière de commerce, investissement et finance, a également permis la mondialisation de la criminalité organisée et du blanchiment de capitaux. Il a par ailleurs accru la vulnérabilité de la région face aux chocs extérieurs, tels que la chute du prix des produits de base qu'elle exporte.

Dans le domaine de l'information, la transmission des données via Internet, les réseaux sociaux et les téléphones contribuent à la diffusion des idées. Certaines ont trait aux innovations qui améliorent la condition humaine, mais d'autres ont un caractère subversif allant des techniques de fabrication de bombes au recrutement mondial de « loups solitaires » prêts à commettre des actes terroristes.

Les mouvements mondiaux de population incluent l'immigration clandestine et les activités liées au trafic d'êtres humains telles que la prostitution forcée. La migration des populations favorise également la transmission des maladies et la propagation des organisations criminelles dans les villes étrangères. Mara Salvatrucha s'est ainsi établi à Washington DC, tandis que le groupe brésilien First Capital Command s'implantait en Bolivie, au Pérou et au Paraguay.

Enfin, l'interdépendance mondiale facilite les interactions de la région avec les acteurs extérieurs à l'hémisphère. Parmi eux figurent la Chine, qui recherche des marchés, des produits de base, des denrées agricoles et des technologies, adoptant une approche qui discrédite les institutions établies telles que la banque interaméricaine de développement, et les États-Unis qui poursuivent leurs propres objectifs politiques dans la région. La Russie et l'Iran interviennent également en Amérique latine, investissant dans le secteur minier et pétrolier, la construction, les ventes d'armes et s'engageant dans la sphère politique et sécuritaire.

Si la criminalité transnationale organisée et les activités des acteurs extérieurs à l'hémisphère dans la région sont susceptibles d'influer sur la sécurité nationale des États-Unis, l'Amérique latine ne peut plus être considérée comme le théâtre d'affrontement entre blocs ou idéologies comme au temps de la Guerre froide. Le véritable débat d'idées qui la caractérise aujourd'hui découle, au contraire, du contexte à la fois mondial et régional, et porte sur la meilleure manière de développer l'économie tout en garantissant une justice sociale relative. Le mélange instable de politiques néoclassiques, étatistes et populistes adoptées par les gouvernements successifs de la région tente de répondre à cette question qui traduit les aspirations fondamentales au bien-être de la population.

### Vers la définition d'une stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Bien que les États-Unis interagissent en permanence avec l'Amérique latine et les Caraïbes, encourageant activement les politiques fondées sur la démocratie, les droits de l'homme, le libre-échange et des institutions fortes<sup>6</sup>, une stratégie cohérente leur permettant d'orienter cet engagement et de prioriser leurs actions leur fait encore défaut. L'objectif du présent article est de proposer un tel cadre.

La stratégie des États-Unis pour l'Amérique latine et les Caraïbes doit être étayée par un concept convainquant lui permettant de tirer profit de ses atouts et de poursuivre ses objectifs avec des ressources limitées pour faire face aux nombreuses options dont dispose la région dans le monde interdépendant d'aujourd'hui.

L'engagement des États-Unis doit s'appuyer sur des partenariats fondés sur le respect mutuel avec les différents pays. Les USA se doivent par ailleurs d'examiner la dynamique de l'Amérique latine et des Caraïbes et leurs propres actions dans la région à la lumière d'un ensemble plus vaste de relations internationales et du contexte régional.

Le présent article soutient que l'engagement des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes doit reposer sur sept piliers :

1. Établir des institutions fortes et l'état de droit
2. Contribuer à la réussite des pays amis qui adoptent une approche conforme aux valeurs des États-Unis
3. Contenir les rivaux modérés des États-Unis
4. Se préparer à d'éventuels événements critiques
5. Définir les règles du jeu
6. Connaître les liens qu'entretient la région avec les autres parties du monde

## 7. Être attentif aux perceptions de la puissance et de l'autorité morale des États-Unis dans le monde

### *Établir des institutions fortes et l'état de droit*

Des institutions régionales fortes et un état de droit bien établi permettraient aux États-Unis d'atteindre plus facilement la plupart de leurs objectifs dans la région, qu'il s'agisse de promouvoir la démocratie et les droits de l'homme, de favoriser le développement et la justice sociale ou de lutter contre l'influence malveillante de certains acteurs étrangers. Les institutions faibles sont plus vulnérables face à l'exploitation des entreprises étrangères et des élites nationales, ainsi qu'aux dérives de leaders populistes qui s'appuient sur le soutien des partisans qu'ils ont mobilisés (en particulier quand la population tolère que les résultats d'un leader populaire soient placés au-dessus des pouvoirs et contre-pouvoirs du système politique national).

Quand dans un pays, la transparence fait défaut et les règles ne sont pas respectées, la corruption prospère, renforçant les inégalités entre ceux qui disposent du pouvoir économique et politique et les autres, ébranlant dans ce processus la foi de la population dans la démocratie et le libre-échange. Au final, c'est la confiance de la population dans la viabilité des concepts occidentaux de démocratie et de libre-échange pour construire une société juste et prospère qui est mise à mal. Par ailleurs, les acteurs étrangers (dont notamment la Chine) ont plus de facilité à établir leur position commerciale et leur influence politique dans les pays où les institutions et l'état de droit sont fragilisés, en courtisant les élites plutôt qu'en s'adonnant à une concurrence loyale et transparente.

### *Contribuer à la réussite des pays amis qui adoptent une approche conforme aux valeurs des États-Unis*

Dans plusieurs pays latino-américains, les frustrations engendrées par les politiques de présidents socialistes ou populistes ont porté au pouvoir de nouveaux chefs d'état plus favorables aux États-Unis et aux concepts occidentaux pour la gestion de leurs institutions économiques et politiques. Suite à la victoire américaine au sortir de la Guerre froide, la supériorité apparemment démontrée du modèle économique américain sur le modèle soviétique a sans doute conduit une large majorité de la population latino-américaine à élire des chefs d'état favorables aux États-Unis et à l'économie de marché. Les politiques économiques néolibérales adoptées par ces gouvernants sont connues sous le nom de « consensus de Washington ». Certaines personnes, comme l'historien Francis Fukuyama, consi-

dérant que ce nouveau consensus était durable, l'ont désigné comme la « fin de l'histoire<sup>7</sup> ».

Toutefois, ces politiques n'ont pas résolu les problèmes fondamentaux de l'Amérique latine tels que le sous-développement et les inégalités sociales. Avec le temps, les populations ont donc perdu toute confiance dans ces politiques et les leaders qui les défendaient ont été remplacés par d'autres proposant, dans certains cas, de nouvelles approches associant libre-échange et politiques socialistes, et relevant dans d'autres d'un socialisme populiste.

Tout comme au sortir de la Guerre froide, les États-Unis ont aujourd'hui tout intérêt à ce que la nouvelle génération de leaders sud-américains adeptes du libéralisme et de l'économie de marché réussissent dans leur entreprise et à ce que leurs politiques produisent des résultats positifs leur assurant un succès politique durable dans leur propre pays et dans d'autres pays de la région inspirés par leur exemple.

Pour les États-Unis, l'impératif stratégique consistant à garantir le succès des politiques conformes à son idéologie économique et politique s'articule autour de deux axes : 1) assurer le succès de ses « nouveaux amis » et 2) soutenir ceux qui sont « en difficulté ». En ce qui concerne la première catégorie, les États-Unis se sont vu donner une nouvelle chance en 2016 par les gouvernements relativement pro-marché et pro-US, en Argentine, au Brésil, au Pérou et en Guyane. Il est essentiel d'aider chacun de ces pays à réussir.

### *Argentine*

Mauricio Macri a remporté les élections en novembre 2015, mettant ainsi un terme à 12 ans de socialisme sous l'autorité de Nestor Kirchner et de sa femme Cristina Fernandez. Au moment de sa prise de fonction, le président s'est montré prêt à résoudre la bataille juridique autour de la dette argentine, à adopter une politique économique davantage axée sur le marché afin de restaurer la santé financière du pays et à améliorer les relations avec les États-Unis et d'autres pays développés desquels l'Argentine s'était éloignée sous la présidence de Kirchner<sup>8</sup>.

Le succès du président Macri, dans la mise en place de cette nouvelle orientation, est essentiel pour les États-Unis et pour la région, à de nombreux titres. L'Argentine est un acteur majeur des forums multilatéraux régionaux. Sa participation constructive à l'Organisation des États américains (OEA) et son éventuelle propension à s'appuyer sur l'OEA plutôt que sur l'Union des nations sud-américaines ou la Communauté d'États latino-américains et caraïbes dans la gestion des querelles régionales pourrait permettre de restaurer la suprématie du Système interaméricain mené par l'OEA, dont sont membres les États-Unis. Dans sa démarche, le gouvernement Macri rencontre de multiples obstacles. À

l'intérieur, il est confronté à des structures qui paralysent les efforts de son administration<sup>9</sup>.

L'Argentine est également ébranlée par les flux de stupéfiants, notamment dans le nord, qui proviennent de pays tels que le Pérou et la Bolivie et transitent vers le Brésil et l'Europe. Les saisies de drogue ont, en effet, connu une augmentation de 700 pour cent durant la première année au pouvoir de l'administration Macri<sup>10</sup>. Estimant à 70 tonnes le volume de cocaïne qui transite par l'Argentine chaque année, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence et autorisé l'utilisation des avions militaires pour intercepter les avions soupçonnés de transporter de la drogue<sup>11</sup>.

Par ailleurs, l'Argentine est toujours tentée de miser sur ses relations économiques avec la Chine qui lui achète une grande partie de sa production de soja et dont les entreprises réalisent de nombreux grands projets d'infrastructure nationale financés par les banques chinoises. Parmi ces projets figurent deux vastes installations hydroélectriques, divers réacteurs nucléaires et la rénovation de la ligne ferroviaire Belgrano-Cargas<sup>12</sup>. En deux mots, si le succès du gouvernement Macri est d'une importance stratégique pour les États-Unis, le risque n'en demeure pas moins qu'il ne s'engage sur une voie moins souhaitable.

### ***Brésil***

Au Brésil, comme en Argentine, le gouvernement pro-marché et pro-US de Michel Temer a succédé à celui plus à gauche de Dilma Roussef, faisant ainsi évoluer la politique étrangère brésilienne, jusqu'ici plus ou moins subtilement dirigée contre les intérêts stratégiques des États-Unis dans la région, cherchant à remplacer l'OEA par l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) et la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) et à renforcer les alliances informelles avec la Russie et la Chine au sein du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud)<sup>13</sup>. La position de Temer, arrivé au pouvoir suite au processus controversé de destitution de Dilma Roussef, a surmonté la plupart des obstacles internes venant de la gauche, qui considère la destitution comme un coup d'état de facto. Cependant, Temer peine à établir sa légitimité et à rendre le pays gouvernable, ses principaux alliés et les membres de son gouvernement, et peut-être Temer lui-même, faisant face à des poursuites judiciaires dans le cadre de l'affaire Petrobras<sup>14</sup>. Il doit également relever une économie qui devrait enregistrer cette année une contraction de 3,4 pour cent<sup>15</sup>, avant les nouvelles élections prévues en 2018. Dans ce contexte, il peut être tenté de se tourner vers la Chine, principal acheteur de la production de soja, de fer et de pétrole du Brésil et important créancier de ses institutions.

## ***Pérou***

Au Pérou, l'économiste néolibéral pro-américain Pedro Pablo Kuczynski a succédé à Ollanta Humala à la présidence du pays. Bien que politiquement modérée, l'administration Humala était secouée par les scandales<sup>16</sup>. Sa position stratégique en bordure de l'océan Pacifique fait du Pérou l'un des acteurs clés dans les relations entre l'Amérique du sud et l'Asie, notamment au sein de l'APEC (Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique) dont il a accueilli le forum en novembre 2016. Le Pérou est amené à jouer un rôle déterminant dans la mise en place d'institutions régionales telles que le Partenariat Trans-Pacifique et l'Alliance du Pacifique, ainsi que d'institutions interaméricaines telles que l'OEA, l'UNASUR et la CELAC. Il est en outre le principal partenaire commercial et militaire de la Chine<sup>17</sup> et de la Russie<sup>18</sup> dans la région.

Si le Pérou anticipe une croissance économique de 4,2 pour cent en moyenne jusqu'en 2021<sup>19</sup>, ses industries minière et pétrolière souffrent toujours du recul des prix mondiaux de ces matières premières. Le pays fait également face à des problèmes de gouvernance dans ses régions reculées, dans les montagnes et dans la forêt tropicale, résultant des conflits qui opposent les compagnies minières et pétrolières et les communautés locales affectées par leurs activités.

Le Pérou est, en outre, confronté à des difficultés croissantes liées à l'exportation de cocaïne et de produits miniers illégaux vers l'Europe, les États-Unis et l'Asie<sup>20</sup>. La culture de coca est en pleine expansion dans le nord du pays, dans la région située au sud du Río Putumayo (en partie en raison de la suspension des pulvérisations aériennes des plants de coca par son voisin du nord, la Colombie). Elle s'étend de la même manière sur la côte orientale des Andes péruviennes. Parallèlement, les activités minières illégales se développent dans la région de Madre de Dios et les départements voisins tels que Puno et Cusco. Les exportations vers la Bolivie voisine de cocaïne et de produits intermédiaires issus de la coca, ainsi que des métaux et minéraux provenant du secteur minier informel, ne cessent d'augmenter, renforçant la criminalité organisée et les défis sociaux qui en découlent<sup>21</sup>.

## ***Guyane***

En Guyane, l'élection en mai 2015 du gouvernement afro-guyanais de général de brigade et de l'ancien professeur américain David Granger a mis un terme à 23 ans de pouvoir indo-guyanien, mettant ainsi en lumière la corruption généralisée des gouvernements précédents<sup>22</sup>. La position géographique de ce pays de langue anglaise, situé à l'est du Venezuela, sur la rive sud du bassin caribéen, lui confère un rôle majeur dans la sécurité des Caraïbes, tandis que la découverte de



gisements d'hydrocarbures offshore pourrait fournir de nouvelles ressources considérables à ce pays démun<sup>23</sup>.

Dans le même temps, cependant, il est menacé par les visées militaires du Venezuela, qui a réitéré ses revendications historiques sur la Guayana Esequiba, suite à la découverte de gisements pétroliers dans la région. Par ailleurs, la position politique de la coalition afro-guyanaise qui a propulsé Granger au pouvoir demeure fragile, les Afro-Guyanais ne représentant qu'une petite minorité dont l'ascension s'appuyait en partie sur un nouveau mouvement politique centriste, le parti Alliance for Change, essentiellement composé d'électeurs indo-guyanais.

Outre la nécessité pour les États-Unis de garantir le succès du virage opéré par les gouvernements susmentionnés vers des politiques plus conformes à leurs objectifs, il leur faut également aider cinq autres régimes amis de longue date à surmonter les défis majeurs auxquels ils font face, en raison de leur position stratégique : le Mexique, la Colombie, le Honduras, la République dominicaine et le Paraguay.

### *Mexique*

Contrairement aux idées largement répandues aux États-Unis, le Mexique est un pays relativement moderne à revenu intermédiaire, doté d'une économie diversifiée et d'institutions publiques efficaces, excepté dans sa gestion de la criminalité organisée. Le Mexique est sans doute le plus important partenaire stratégique des États-Unis, la prospérité économique des deux états étant étroitement liée dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain.

L'étroite relation économique qui unit le Mexique et les États-Unis a constitué un rempart à la progression d'acteurs extérieurs à l'hémisphère, tels que la Chine, la Russie et l'Iran. Si le Mexique développait d'importantes relations économiques et politiques amicales avec ces acteurs, les États-Unis seraient contraints de revoir entièrement leur position en matière de sécurité dans la région. La rhétorique anti-mexicaine des élections présidentielles de 2016 a incité de nombreux mexicains à réévaluer leurs relations historiquement tendues avec les États-Unis, sans toutefois conduire jusqu'ici le pays à modifier radicalement sa position à l'égard des acteurs extérieurs.

Le Mexique est également un partenaire clé des États-Unis dans la lutte contre les trafics de stupéfiants, de migrants et d'armes, ainsi que dans la gestion de la sécurité le long de leur frontière commune. Le Mexique partage, en outre, le bassin caribéen avec les États-Unis, et notamment ses gisements de pétrole. Il s'intéresse donc fortement, tout comme les États-Unis, à l'avenir de Cuba, dont le littoral occidental est pratiquement aussi proche de la péninsule du Yucatan que sa côte nord de Miami.

De plus, le Mexique est un acteur économique et politique majeur dans le Pacifique qui est amené à jouer un rôle moteur dans l'évolution des structures qui définissent le cadre commercial et politique dominant dans le Pacifique, dont la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), le Partenariat Trans-Pacifique et l'Alliance du Pacifique, dont le Mexique est membre fondateur. Si le gouvernement mexicain a admirablement lutté contre les cartels criminels transnationaux qui ont fait plus de 80 000 victimes dans le pays au cours des deux derniers mandats présidentiels<sup>24</sup>, la menace continue d'évoluer à mesure que le Mexique remporte des batailles, tout comme dans les campagnes menées par les États-Unis en Iraq et en Afghanistan.

Alors que le régime du président Enrique Peña Nieto touche à sa fin, la lutte mexicaine contre la criminalité organisée semble entrer dans une nouvelle phase critique<sup>25</sup>. Le combat des dix dernières années a scindé les principales organisations criminelles qui dominaient le pays en une soixantaine de gangs et de fractions brutales, dont la violence, alimentée par des leaders moins expérimentés et des luttes intestines, a gagné les états de Guerrero et Michoacán, ainsi que l'état de Mexico qui jouxte la capitale. À mesure que Sinaloa, l'organisation criminelle la plus riche et la plus connectée sur le plan international, s'affaiblit, le cartel Jalisco New Generation, plus agressif et tout aussi international, déploie sa puissance et crée des alliances avec ce qu'il reste des autres cartels comme Tijuana, Juarez et l'organisation Beltrán-Leyva Cartel, afin de prendre le relais de Sinaloa, ce qui pourrait déclencher une nouvelle grande vague de violence dans le pays.

### ***Colombie***

Le 2 octobre dernier, le rejet par les électeurs colombiens des accords négociés par leur gouvernement avec les FARC a placé le pays dans une position délicate. Malgré les efforts du gouvernement pour renégocier l'accord avec les FARC et engager des négociations de paix avec l'ELN, cette impasse entraîne la Colombie dans une situation périlleuse, tant en ce qui concerne la dynamique de la criminalité organisée que le budget national.

D'une part, l'arrêt de la pulvérisation des cultures de coca avec l'herbicide controversé glyphosate et le refus du gouvernement d'attaquer les campements des FARC alors que de nouvelles négociations sont en cours favorisent le développement du narcotraffic dans le pays. En prévision de la « paix », le budget de la Colombie, d'ores et déjà amputé par les pertes de revenu liées à la baisse des prix du pétrole, prévoit une réduction significative des dépenses militaires. Ainsi, les forces de sécurité colombiennes se trouvent soudainement sans paix, sans les fonds accordés par les États-Unis et l'Europe pour la mise en place de nouveaux pro-

grammes de « paix », alors qu'elles font face à une recrudescence de la violence criminelle.

D'autre part, la Colombie est menacée par l'effondrement politique et économique en cours, voire la possible guerre civile, qui gagne son voisin, le Venezuela. Cette situation pourrait entraîner une augmentation massive du nombre de réfugiés vénézuéliens à l'est du pays, qui est d'ores et déjà le terrain de prédilection des groupes de guérilleros, tels que les FARC et l'ELN, et des organisations criminelles telles que le « Gulf Clan ».

### ***Honduras***

La position géographique du Honduras en a fait un pays de transit naturel pour le trafic de stupéfiants depuis des pays tels que la Colombie vers les États-Unis et le Canada, alimentant la corruption qui défie la cohérence de ses institutions, d'une part, et la brutalité des gangs qui a fait du pays l'un des plus violents de la région, d'autre part. Le gouvernement de Juan Orlando Hernandez a réalisé des progrès notables dans la lutte contre les narcotraficants, tels que Cachiros et Valle Valles, ainsi que contre les gangs violents actifs dans les grandes agglomérations urbaines comme Tegucigalpa-Comayagüela et San Pedro Sula. Ces avancées sont le fruit du soutien des États-Unis et de la coopération entre le Honduras et ses voisins, notamment dans la mise en place de mesures de sécurité communes, telles que les *task force* Maya-Chorti avec le Guatemala, Lenca-Sumpul avec le Salvador, et Morazán-Sandino avec le Nicaragua.

Le succès du Honduras repose également sur de nouvelles structures innovantes telles que FUSINA, une organisation inter-agences de lutte contre la criminalité organisée, et la création de la PMOP (*Military Police of Public Order*), une nouvelle organisation spéciale de maintien de l'ordre au sein des forces armées. Toutefois, la FUSINA a renouvelé ses cadres et les cartels mexicains établissent actuellement de nouvelles relations avec les anciennes organisations criminelles entraînant l'apparition de nouvelles structures telles que le « cartel du Pacifique ».

Dans le même temps, la réticence des États-Unis à soutenir les services de police intégrés à l'armée, comme la PMOP, la volonté du pays d'interdire le narcotrafic aérien et les accusations de corruption au sein du gouvernement hondurien ont ravivé les tensions entre les deux pays. Il est important que les États-Unis poursuivent leur collaboration avec le Honduras afin d'assurer sa réussite, à la fois comme rempart contre les flux criminels et comme amis des États-Unis.

### ***République dominicaine***

La République dominicaine a longtemps été un partenaire économique et politique majeur des États-Unis dans la région, grâce aux importantes diasporas présentes à New York et Miami et une relation commerciale renforcée par la participation du pays à l'accord CAFTA-DR (*Dominican Republic-Central America Free Trade Agreement*). Dirigée par son président le plus populaire, Danilo Medina Sanchez, qui a été réélu pour un second mandat en mai 2016, la République dominicaine jouit actuellement de l'une des économies les plus puissantes de la région. Partageant le territoire de l'île Hispanola avec Haïti, la République dominicaine a joué un rôle majeur dans l'intervention internationale suite aux crises humanitaires qui ont touché son voisin, assumant une part disproportionnée de leurs retombées, dont l'accueil de réfugiés haïtiens.

Plus grand pays de langue espagnole des Caraïbes, situé à proximité de Cuba, la République dominicaine sera particulièrement affectée par la réintégration politique et économique de Cuba dans la région, et l'un des partenaires les mieux à même d'aider les États-Unis à comprendre et gérer les conséquences de ce processus, en particulier dans les Caraïbes.

Le pays joue un rôle clé dans le trafic de drogue et autres marchandises illégales entre la côte nord de l'Amérique du Sud d'une part et les États-Unis et l'Europe d'autre part. De l'autre côté de la mer des Caraïbes, au sud du pays, l'érosion continue de la gouvernance au Venezuela et la production croissante de cocaïne en Colombie (suite à la suspension des mesures contre les FARC et des vaporisations de glyphosate susmentionnée) entraîneront l'augmentation des quantités de cocaïne transitant depuis ces pays vers la République dominicaine puis vers les États-Unis et l'Europe. Les ressources des narcotraficants transitant par la République dominicaine et les activités liées à ces groupes criminels dans le pays ont eu un énorme impact sur la corruption des institutions gouvernementales.

Les États-Unis doivent redoubler d'efforts pour lutter avec le gouvernement de Medina contre le trafic de drogue et la corruption qui en résulte, tout en soutenant et en renforçant le rôle de partenaire clé du pays dans les Caraïbes.

### ***Paraguay***

Tout comme le Honduras en Amérique centrale, le Paraguay est affecté par sa position stratégique sur les routes de plus en plus importantes de la drogue, qui relient les pays producteurs d'Amérique du sud, tels le Pérou et la Bolivie, et les marchés en pleine croissance au sud du Brésil, en Argentine, en Uruguay et en Europe. Plus de la moitié de la marijuana consommée en Amérique du sud est

d'ores et déjà originaire du Paraguay, les départements situés au nord du pays, à la frontière brésilienne, tels que Concepcion et Amambay, concentrant de manière préoccupante les activités des narcotraficants, dont les puissants gangs brésiliens comme Primer Capital Command, et de la guérilla naissante baptisée Armée du peuple paraguayen. De plus, la ville de Ciudad del Este, située au sud de cette zone de transit des stupéfiants à la frontière avec le Brésil et l'Argentine, est depuis longtemps la plaque tournante du commerce illicite dans la région. Elle regroupe notamment de nombreux commerçants libanais liés à des groupes terroristes islamistes comme le Hezbollah<sup>26</sup>.

### *Contenir les rivaux modérés des États-Unis*

La région compte plusieurs régimes pouvant être qualifiés de « rivaux modérés » des États-Unis, dans la mesure où ils n'œuvrent pas ouvertement à l'encontre des intérêts américains en matière de sécurité, mais poursuivent des objectifs politiques et entretiennent des relations extra-régionales qui fragilisent la position stratégique des États-Unis et leurs objectifs dans la région. Si les États-Unis doivent se garder de violer la souveraineté de ces états en tentant de renverser ces régimes en dehors du cadre de leurs constitutions et de leurs processus démocratiques, ils doivent également éviter de leur donner ou de leur promettre des avantages dans l'espoir qu'ils modifient leur comportement. Les USA doivent au contraire reconnaître le caractère inflexible de la position de leurs dirigeants et travailler avec d'autres états de la région pour contenir leur influence.

### *L'Équateur*

Parmi les pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples d'Amérique (ALBA), l'Équateur est sans aucun doute celui qui a le mieux tiré parti des revenus issus de ses exportations de pétrole et des prêts accordés par la Chine pour améliorer son infrastructure par la construction d'installations hydrauliques et de routes, qui contribuent au développement du pays. Bien qu'il soit flanqué des deux principaux producteurs de cocaïne, à savoir la Colombie et le Pérou, l'Équateur enregistre une criminalité et un trafic de drogue relativement faible et dispose d'une culture politique saine. Malheureusement, malgré ces aspects positifs, le président Rafael Correa nourrit un profond ressentiment personnel à l'égard des États-Unis, notamment en raison de l'emprisonnement de son père, décédé en détention<sup>27</sup>.

Le régime de Correa, qui est, aux côtés du Venezuela, l'un des membres fondateurs de l'alliance anti-américaine ALBA, a constamment œuvré contre les intérêts des États-Unis dans la région au sein de l'ALBA, de la CELAC et d'autres

forums. Sous la présidence de Correa, l'Équateur a largement contribué à l'importation d'équipements militaires chinois et à l'implantation d'entreprises chinoises dans la région. Si l'acquisition par l'Équateur de radars militaires chinois a tourné court avec l'annulation en septembre 2016 du contrat signé en mai 2012<sup>28</sup>, le gouvernement a communiqué la reprise de ses relations militaires avec la Chine, prenant livraison de 10 000 fusils d'assaut AK-47 et de trois patrouilleurs, dans le cadre d'un précédent accord de coopération militaire pluriannuel<sup>29</sup>. Si les États-Unis doivent faire preuve de prudence dans leurs interactions avec le gouvernement Correa, ils doivent également veiller à ne pas polariser cette relation à outrance, dans l'espoir que les élections présidentielles de 2017 porteront au pouvoir un dirigeant davantage disposé à coopérer avec les États-Unis.

### ***La Bolivie***

Tout comme le gouvernement de Correa en Équateur, le régime bolivien d'Evo Morales s'emploie activement à contrer les intérêts des États-Unis dans la région, notamment en entretenant des relations militaires avec la Chine et la Russie. En juillet 2016, la Bolivie a pris livraison de 27 véhicules blindés chinois sur les 31 commandés. Il s'agit de la dernière acquisition quasi annuelle d'équipement militaire du pays auprès de la Chine<sup>30</sup>. La Bolivie a également signé un accord de défense avec la Russie<sup>31</sup>, ainsi que des accords commerciaux préoccupants notamment pour la construction d'un réacteur nucléaire expérimental à proximité d'El Alto. Grâce en partie à sa loi sur la culture de la coca pour un usage traditionnel et à son refus de coopérer avec les États-Unis et les autorités internationales dans la lutte contre le narcotrafic, la Bolivie est devenue l'un des principaux producteurs de drogue et une importante zone de transit pour les stupéfiants. Le pays est également le théâtre de nombreuses activités minières illicites et du commerce illicite de métaux et minéraux extraits ailleurs. Toutefois, en dépit du trafic de drogue et de ses liens avec les acteurs extérieurs à l'hémisphère, l'influence de la Bolivie dans la région est limitée en raison de son isolement relatif sur la scène politique régionale.

Malgré sa position anti-américaine, le président Morales a apporté une décennie de stabilité dans un pays où les dynamiques sociales et ethniques complexes entraînaient auparavant des changements politiques en moyenne tous les deux ans. En décembre 2015, il a essuyé une défaite au référendum visant à modifier la constitution pour lui permettre de se représenter au terme de son mandat en 2019. Il est difficile de prédire l'émergence d'un nouveau leader doté de la stature et du charisme nécessaire pour succéder à Morales et éviter à la Bolivie de replonger dans l'instabilité politique qui la caractérisait avant l'arrivée au pouvoir de Morales.

## *Le Nicaragua*

Le gouvernement sandiniste de Daniel Ortega a longtemps cherché à tirer parti de son engagement aux côtés des États-Unis, tout en s'opposant à eux dans la région en tant que membre de l'ALBA et plaque tournante de la reconstruction d'une présence militaire russe dans le secteur. Membre du CAFTA-DR, le Nicaragua bénéficie du libre accès aux marchés américains. Toutefois, il est également l'un des principaux partenaires de la Russie dans la région. Il a notamment acheté des chars russes T-72, accueille un centre de formation anti-drogue régional russe et accorde aux forces russes l'accès à ses eaux territoriales et à ses bases navales<sup>32</sup>. Le Nicaragua a également démontré son mépris pour ses relations avec les États-Unis en expulsant de son territoire des agents de l'État américain manifestement en mission officielle<sup>33</sup>.

Bien que son projet de canal transocéanique avec le milliardaire chinois Wang Jin, qui suscite de nombreuses inquiétudes, n'ait officiellement aucun lien avec le gouvernement chinois, il ne pourra probablement être exécuté qu'avec des entreprises et des capitaux chinois, ce qui, s'il est achevé, fournira à la Chine un important levier commercial dans la région<sup>34</sup>.

## *Le Suriname*

Le Suriname, dont la langue officielle est le néerlandais et la position relativement isolée au nord-est du continent sud-américain, est souvent oublié. Globalement, son président, Desi Bouterse, s'est aligné sur le bloc anti-américain de l'ALBA sans toutefois y adhérer officiellement. Ses relations tendues avec les États-Unis sont envenimées par son implication dans le meurtre d'un opposant politique, même si son gouvernement nourrit sans doute une hostilité plus ouverte à l'égard des Pays-Bas, l'ancienne puissance coloniale.

Sous le régime de Bouterse et de ses prédécesseurs, la Chine a largement étendu sa présence commerciale au Suriname et sa coopération avec l'armée nationale<sup>35</sup>. Le pays soulève également des inquiétudes liées à la criminalité transnationale organisée, au notamment le trafic d'être humains. Son refus de coopérer à l'application du droit international lui a, par ailleurs, valu d'être classé dans la catégorie 3 (la plus basse) par le Bureau des affaires publiques du département d'État des États-Unis<sup>36</sup>.

Se préparer à d'éventuels événements critiques. De nombreux événements potentiels sont susceptibles d'affecter la sécurité de l'Amérique latine et des Caraïbes, mais l'un d'eux est suffisamment probable et aurait un impact tel que les États-Unis devraient prendre des mesures adaptées pour le prévenir : le violent effondrement du Venezuela.

## ***Le Venezuela***

La mauvaise gestion économique du gouvernement « socialiste bolivarien » de Nicolás Maduro a de fait détruit à la fois la capacité du Venezuela à produire des denrées alimentaires et autres produits de base répondant aux besoins de la population, et la capacité de sa compagnie pétrolière nationale *Petróleos de Venezuela (PdVSA)* à produire et commercialiser son pétrole pour importer ces biens tout en remboursant sa dette accumulée<sup>37</sup>. La hausse des cours internationaux du pétrole au second semestre 2016 et la restructuration d'une partie de la dette commerciale de PdVSA ont permis au Venezuela de terminer l'année sans défaut de paiement et en évitant une crise fiscale<sup>38</sup>. Toutefois, les réserves de devises du pays étant quasiment vides, il est peu probable qu'il parvienne à continuer à rembourser ses dettes tout en important suffisamment de produits alimentaires pour nourrir sa population en 2017.

Au vu de l'implication des militaires dans le trafic de drogue et d'autres activités criminelles endémiques dans le pays, les chefs militaires sont probablement peu enclins à renverser le gouvernement de Maduro pour non respect de l'ordre constitutionnel, par crainte de favoriser l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement susceptible d'engager des poursuites contre eux ou de les extradier vers les États-Unis en raison de leur participation à ces activités<sup>39</sup>.

Reste que les mesures prises en octobre 2016 par les institutions gouvernementales qui soutiennent Maduro pour suspendre le référendum révocatoire autorisé par la constitution et menacer de prison les leaders de l'opposition qui dirigent le Congrès, élimine de fait l'une des rares possibilités de recours constitutionnel permettant de destituer Maduro et d'éviter l'effondrement économique du pays<sup>40</sup>.

Les États-Unis doivent se préparer à un éventuel chaos caractérisé par l'éclatement possible des forces armées et une lutte complexe entre des groupes armés, dont les « *collectivos* » (des groupes armés locaux proches du régime), la garde nationale vénézuélienne et les organisations criminelles, entre autres. Un tel effondrement pourrait conduire plus d'un million de réfugiés à prendre la route de l'ouest pour rejoindre les plaines colombiennes, une région d'ores et déjà dominée par les groupes rebelles et les bandes criminelles. Une faillite de cet ordre ne serait pas sans impact sur les pays voisins du Venezuela, y compris l'État insulaire de Trinité-et-Tobago, qui se trouve à quelques miles marins seulement de ses côtes<sup>41</sup>, et la Guyane<sup>42</sup>, dont la frontière avec le Venezuela dans la région d'Essequibo, difficilement accessible par la route, fait l'objet d'un différend territorial entre les deux pays.



### ***Définir les règles du jeu***

Dans son discours devant l'Organisation des États Américains en novembre 2013, John Kerry, alors secrétaire d'État américain, a déclaré à ceux qui pensaient que les États-Unis souhaitaient maintenir les pays extérieurs à l'hémisphère à l'écart de la région, que l'ère de la « doctrine Monroe » de 1823, qui avait incarné cette position, était officiellement révolue<sup>43</sup>. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'un choix politique. Kerry reconnaissait, en réalité, que dans un monde de plus en plus interconnecté grâce à la circulation des marchandises, des capitaux, des personnes et de l'information, il n'était ni réaliste, ni politiquement possible de bloquer les relations entre les pays de l'hémisphère occidental et les autres régions du globe. Dans l'ère « post doctrine Monroe » actuelle, les représentants politiques américains ne peuvent se contenter de renforcer leurs liens amicaux, la confiance et les relations économiques avec chacun des états de la région (les liens entre ces pays et certains acteurs extérieurs à l'hémisphère pouvant être moins bénéfiques pour les intérêts de la région). Ils doivent également s'efforcer de définir les règles du jeu afin de garantir que la concurrence commerciale et l'affrontement des idées s'exercent sur un pied d'égalité, dans un cadre régional incluant les États-Unis et respectant les valeurs qui leur tiennent à cœur comme la démocratie, les droits de l'homme, le libre-échange, l'économie de marché et l'état de droit.

Les décideurs politiques américains doivent centrer leur attention sur les trois domaines suivants : 1) assurer la viabilité des organisations sous-régionales qui respectent globalement les principes énoncés ci-dessus, telles que l'Alliance du Pacifique, 2) préserver la santé du système inter-américain comme cadre multilatéral général pour la collaboration des pays du continent américain, 3) soutenir des régimes commerciaux réglementés solides liant le continent américain au reste du monde, comme le Partenariat transpacifique et le TTIP.

### ***Soutenir les bonnes organisations sous-régionales***

Face à la paralysie des mécanismes de renforcement de la coopération et à l'essoufflement des efforts visant à inclure le Costa Rica et Panama à l'organisation, l'Alliance du Pacifique se trouve sans aucun doute à un tournant. Ses principaux membres sont tous distraits par diverses considérations politiques internes. Le Mexique est confronté à la violence incessante des cartels alors que Peña Nieto arrive en fin de mandat, la Colombie s'efforce de sauver le processus de paix avec les FARC, le Pérou fait face à un changement de gouvernement et la deuxième administration de Michelle Bachelet au Chili est entravée par une coalition politique de centre-gauche.

L'ALBA se trouve également à une étape importante en raison de l'implosion politique et économique de son état fondateur et principal bienfaiteur, le Venezuela, de la modération politique de Cuba qui tente de convaincre les États-Unis de lever les sanctions qui pèsent sur le pays et des incertitudes liées à l'avenir politique de l'Équateur et de la Bolivie alors que leurs leaders charismatiques de gauche arrivent au terme de leur mandat. Au lieu de s'opposer à l'ALBA par la force militaire, les États-Unis doivent utiliser tous les leviers politiques et économiques indirects dont ils disposent pour entraver la progression de l'organisation.

En ce qui concerne le système inter-américain, si l'administration de l'OEA mériterait sans aucun doute d'être améliorée, elle n'en reste pas moins pour les États-Unis une solution préférable aux organisations telles que l'UNASUR et la CELAC dont ils sont exclus, pour aborder les problèmes de la région dans un cadre multilatéral.

Pour ce faire, les États-Unis doivent fournir les fonds nécessaires et jouer un rôle plus actif dans les organisations qui y sont associées, telles que la Conférence des armées des Amériques, le Collège interaméricain de défense, le Système d'intégration centraméricain, la Banque interaméricaine de développement et la Cour interaméricaine des droits de l'homme, entre autres, afin d'appuyer leur compétence dans la gestion des problèmes de la région. Les États-Unis doivent, en outre, être prêts à contribuer activement aux réformes nécessaires de l'OEA, en donnant l'exemple en se soumettant, le cas échéant, à sa juridiction, et à user de son poids politique et économique pour étouffer toute tentative délibérée d'un état membre de paralyser l'institution. Ils doivent aider l'organisation à prendre des décisions audacieuses conformes à ses principes, comme d'invoquer la Charte démocratique interaméricaine pour exclure le Venezuela, si l'examen de la situation démontre le bien-fondé d'une telle mesure. Enfin, les États-Unis doivent s'efforcer de faire aboutir les accords TPP (Partenariat Trans-Pacifique) et TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement) pour s'assurer que les échanges commerciaux transatlantiques et transpacifiques s'effectuent dans le cadre d'un libre-échange réglementé, fondé sur la transparence, la protection de la propriété intellectuelle et des procédures de recours juridique efficaces pour la résolution des litiges.

Malgré son opposition au TTP exprimée au cours de la campagne présidentielle, l'administration Trump devrait reconnaître l'importance stratégique de cet accord, non seulement pour les entreprises et les travailleurs américains, mais aussi pour la mise en place d'un cadre stable dans lequel les États-Unis, la Chine et les autres états membres puissent interagir économiquement sur un pied d'égalité, et récolter ainsi les fruits de leurs efforts, innovations et politiques nationales sans risquer que certains états prédateurs ne profitent de leur taille et de leur capacité à

coordonner les activités de leurs secteurs public et privé pour imposer des accords abusivement favorables à leurs entreprises ou obliger leurs partenaires à mettre en danger leur propriété intellectuelle pour pouvoir accéder au marché<sup>44</sup>.

### *Connaître les liens qu'entretiennent les différents théâtres*

Les planificateurs américains doivent connaître et prévoir les éventuelles conséquences d'événements survenant dans d'autres parties du monde sur leurs activités en Amérique latine et dans les Caraïbes. Parallèlement, leurs homologues qui s'intéressent à d'autres régions du monde au sein du gouvernement américain doivent se pencher davantage sur l'impact que peuvent avoir sur leurs activités et responsabilités les événements susceptibles de survenir en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Par exemple, l'US Northern Command et l'US Southern Command doivent s'interroger sur l'éventualité d'une aggravation du conflit entre la Russie d'une part, et les États-Unis et l'Europe d'autre part, en Syrie, en Ukraine ou dans une autre région proche de la Russie, qui pourrait précipiter les activités de la Russie avec des partenaires prêts à la suivre comme Cuba, le Nicaragua et le Venezuela, voire avec d'autres régimes anti-américains tels que la Bolivie et l'Équateur. Dans le même ordre d'idées, ces deux commandements doivent être attentifs aux nouvelles ressources et à l'audace de l'Iran au Moyen-Orient, ainsi qu'à sa collaboration avec des groupes tels que le Hezbollah au Liban et en Syrie, qui pourraient conduire à de nouvelles initiatives iraniennes avec le Hezbollah en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ils doivent également être vigilants face au renforcement de la coopération entre la Russie et la Chine dans d'autres régions du monde, notamment à travers l'Organisation de coopération de Shanghai, ou à l'alignement de leurs positions politiques au Moyen-Orient et dans les mers de Chine orientale et méridionale, qui pourraient engendrer des coopérations commerciales, politiques, ou autres, entre la Chine et la Russie en Amérique latine et dans les Caraïbes. En retour, les commandements de combat des États-Unis en dehors de l'hémisphère occidental, tels que l'US Central Command, l'US Africa Command, ou l'US Pacific Command, ne doivent pas considérer que le déploiement de forces américaines dans leurs régions en vue d'un conflit, ou le soutien de l'hémisphère nord en cas de conflit, ne sera pas contré par un adversaire d'envergure mondiale, comme la Chine, la Russie, voire l'Iran. Les planificateurs américains dans ces régions doivent s'attendre à ce qu'un adversaire tente d'empêcher la formation d'une coalition dans les semaines ou les mois précédant un tel conflit, et d'interférer (ouvertement ou non) dans les activités de déploiement et de soutien. Il pourrait même chercher à détourner les forces américaines du théâtre initial du conflit où elles

sont concentrées en attaquant le territoire national américain ou d'autres cibles stratégiques de l'hémisphère occidental<sup>45</sup>.

### ***Être attentif aux perceptions de la puissance et de l'autorité morale des États-Unis dans le monde***

Enfin, les décideurs politiques américains doivent examiner la manière dont est perçue la politique intérieure des États-Unis, ainsi que les effets résiduels de l'élection présidentielle de 2016, et son influence sur la propension des acteurs de la région, et du reste du monde, à travailler avec les États-Unis ou à renforcer leur opposition à la puissance américaine. L'image mondiale résultant des allégations d'irrégularités qui ont entouré cette élection donne probablement aux autres pays l'impression que la politique américaine n'est pas moins corrompue et chaotique que leur politique. Cette perception ainsi que le discours de la nouvelle administration, même quand il ne s'applique pas directement à l'Amérique latine, sont susceptibles d'affecter la volonté des dirigeants élus de la région à soutenir les États-Unis et, peut-être à l'avenir, la prédominance des candidats ou coalitions favorables au modèle démocratique occidental, au libre-échange et aux droits de l'homme dans la région. Cette image négative des États-Unis peut également favoriser le recrutement de terroristes au sein des communautés radicalisées, qu'elles soient islamistes ou autres. De plus, l'impression de faiblesse prolongée, de chaos ou de désintérêt des États-Unis pour la région peut inciter les acteurs extérieurs à l'hémisphère à tenter de poursuivre leurs propres initiatives dans la région, probablement de manière plus audacieuse. Face à une telle dynamique, il est indispensable que la nouvelle administration Trump communique immédiatement et efficacement sur sa stratégie, pour panser les plaies laissées par la campagne électorale d'une part, et rétablir l'image positive de ce que représentent les États-Unis aux yeux du monde, d'autre part.

## **Conclusion**

L'absence de rival représentant une menace imminente contre la sécurité américaine ou de tout autre danger existentiel en Amérique latine et dans les Caraïbes ne diminue pas pour autant l'importance de cette région pour les États-Unis. Le moment est venu pour le pays d'agir et de façonner le contexte stratégique de la région pour réduire le risque que des événements à venir ou les actions délibérées d'états opposés aux États-Unis ne déclenchent une crise régionale qui détournerait le pays des autres aspects de son engagement international.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, la proximité géographique et la relative familiarité des langues et cultures de la région représentent pour les États-

Unis un atout considérable leur permettant de s'y engager efficacement en dépit des perceptions négatives nées de leurs relations passées avec les États-Unis, qui persistent dans certaines zones. La capacité du gouvernement et des entreprises américaines à s'engager efficacement dans des relations commerciales avec les pays latino-américains est soutenue par la forte intégration de la région en termes d'échanges et d'investissements à travers la NAFTA, la CAFTA-DR et les autres structures de libre-échange, ainsi que par la population de villes et territoires tels que Miami qui sont pratiquement intégrés dans les structures commerciales de la région. Sur le plan militaire, l'armée américaine compte un nombre considérable d'hommes et de femmes qui ont des liens familiaux avec cette région et ont sa langue pour langue maternelle.

Malgré ces avantages, les États-Unis ne peuvent se contenter de traiter les défis que rencontre la région en injectant des fonds dans les programmes régionaux gérés par le département d'État et le département de la Défense. Ils doivent également mener une réflexion stratégique sur la manière la plus efficace d'utiliser leurs ressources et leur influence.

Le présent article ne prétend pas fournir une réponse définitive sur la nature des éléments de cette stratégie. Son objectif consiste à initier le débat sur les modalités d'un engagement efficace des États-Unis dans la région. Tel qu'indiqué dans l'introduction de cet article, aucune autre région au monde n'a une influence aussi directe sur la prospérité et la sécurité des États-Unis. Il est temps de s'interroger sur l'engagement concret en Amérique latine et dans les Caraïbes, non seulement des États-Unis, mais aussi de ses nations partenaires et de la famille avec laquelle nous partageons cette région.

## Notes

1. ELLIS, R. Evan, « *The Strategic Importance of the Western Hemisphere—Defining U.S. Interests in the Region* », Testimony to the Subcommittee on the Western Hemisphere, US House of Representatives Foreign Affairs Committee, 3 février 2015, <http://docs.house.gov/meetings/FA/FA07/20150203/102885/HHRG-114-FA07-Wstate-EllisE-20150203.pdf>.

2. ROGERS, David, « Obama Asks \$3.7B for Child Migrants », *Politico*, 8 juillet 2014, [www.politico.com/story/2014/07/barack-obama-congress-child-migrants-108657](http://www.politico.com/story/2014/07/barack-obama-congress-child-migrants-108657).

3. GOLDSCHMIDT, Deborah, « Zika Found in Mosquitoes in Miami Beach », *CNN*, 1er septembre 2016, <http://edition.cnn.com/2016/09/01/health/florida-zika-mosquitoes/index.html>.

4. RAMSEY, Geoffrey, « Tracking El Salvador's Mara Salvatrucha in Washington DC », *Insight Crime*, 12 octobre 2012, [www.insightcrime.org/investigations/tracking-el-salvador-s-mara-salvatrucha-in-washington-dc](http://www.insightcrime.org/investigations/tracking-el-salvador-s-mara-salvatrucha-in-washington-dc).

5. ORTEGA, Jose A., « Por Tercer año Consecutivo, San Pedro Sula es la Ciudad Más Violenta del Mundo », *Seguridad Justicia y Paz*, 15 janvier 2014, [www.seguridadjusticiaypaz.org.mx/sala-de-prensa/941-por-tercer-ano-consecutivo-san-pedro-sula-es-la-ciudad-mas-violenta-del-mundo](http://www.seguridadjusticiaypaz.org.mx/sala-de-prensa/941-por-tercer-ano-consecutivo-san-pedro-sula-es-la-ciudad-mas-violenta-del-mundo).

6. Les objectifs politiques du département d'État américain en Amérique latine s'articulent autour de trois grands axes : 1) la promotion des opportunités sociales et économiques, 2) l'énergie propre et les effets atténués du réchauffement climatique, 3) la sécurité des citoyens de l'hémisphère et 4) la consolidation des institutions efficaces de gouvernance démo-

cratique. Voir « *Regional Issues* », US Department of State, consulté le 1er novembre 2016, [www.state.gov/p/wha/rt/index.htm](http://www.state.gov/p/wha/rt/index.htm).

7. FUKUYAMA, Francis, *The End of History and the Last Man*, New York : Free Press, 1992.

8. MANDER, Benedict, « Mauricio Macri Vows to End Argentina's Isolation », *Financial Times*, 28 octobre 2015, [www.ft.com/content/c77cae92-7d6b-11e5-98fb-5a6d4728f74e](http://www.ft.com/content/c77cae92-7d6b-11e5-98fb-5a6d4728f74e).

9. « La Resistencia a Macri Sigue Cobrando Fuerzas en la Argentina », *Notienred*, 21 décembre 2015, [www.notienred.com/politica-macri-fito.html](http://www.notienred.com/politica-macri-fito.html).

10. « Este Año Creció el Decomiso de Drogas », *La Nacion*, 17 octobre 2016, [www.lanacion.com.ar/1947746-este-ano-crecio-el-decomiso-de-drogas](http://www.lanacion.com.ar/1947746-este-ano-crecio-el-decomiso-de-drogas).

11. « El Narcotráfico Encuentra Nuevas Rutas de Paso a Través de Argentina », *La Nacion*, 7 septembre 2016, [www.lanacion.com.ar/1935330-el-narcotrafico-encuentra-nuevas-rutas-de-paso-a-traves-de-argentina](http://www.lanacion.com.ar/1935330-el-narcotrafico-encuentra-nuevas-rutas-de-paso-a-traves-de-argentina).

12. ELLIS, R. Evan, « China's Fall 2016 Latin America Charm Offensive », *The Cipher Brief*, 19 octobre 2016, [www.thecipherbrief.com/article/latin-america/chinas-charm-offensive-1090](http://www.thecipherbrief.com/article/latin-america/chinas-charm-offensive-1090).

13. SIMON, Roberto, « Brazil's Foreign Policy Failures », *Foreign Affairs*, 5 janvier 2016, [www.foreignaffairs.com/articles/brazil/2016-01-05/brazils-foreign-policy-failures](http://www.foreignaffairs.com/articles/brazil/2016-01-05/brazils-foreign-policy-failures).

14. « Lava Jato: Marcelo Odebrecht Delatará a Políticos Corruptos », *Gestion*, 25 octobre 2016, <http://gestion.pe/politica/lava-jato-marcelo-odebrecht-delatara-politicos-corruptos-2173209>.

15. « Brazil to Remain in Crisis Next Year: Study », *Xinhua*, 1er novembre 2016, <http://english.sina.com/news/2016-11-01/detail-ifxcuff7525022.shtml>.

16. « Cae la Aprobación de Humala por Escándalo de Corrupción de su Esposa », *Infobae*, 15 février 2015, [www.infobae.com/2015/02/15/1626962-cae-la-aprobacion-humala-escandalo-corrupcion-su-esposa/](http://www.infobae.com/2015/02/15/1626962-cae-la-aprobacion-humala-escandalo-corrupcion-su-esposa/).

17. ELLIS, « China's Fall », 2016.

18. ELLIS, R. Evan, « Characteristics and Assessment of Russian Engagement with Latin America and the Caribbean », *Ensayos Militares* 2, no. 1, juin 2016, [www.ceeag.cl/index.php/volumen-22016/](http://www.ceeag.cl/index.php/volumen-22016/), pp. 29 - 42.

19. « BCP: PBI Crecería a Ritmo Promedio de 4.2% Entre 2017 y 2021 », *El Comercio*, 24 octobre 2016, <http://elcomercio.pe/economia/negocios/bcp-pbi-creceria-ritmo-promedio-42-entre-2017-y-2021-noticia-1941398>.

20. ELLIS, R. Evan, « New Developments in Organized Crime in Peru », *The Cipher Brief*, 20 mai 2016, [www.thecipherbrief.com/column/strategic-view/new-developments-organized-crime-peru-1091](http://www.thecipherbrief.com/column/strategic-view/new-developments-organized-crime-peru-1091).

21. DALEY, Suzanne, « Peru Scrambles to Drive Out Illegal Gold Mining and Save Precious Land », *New York Times*, 26 juillet 2016, [www.nytimes.com/2016/07/26/world/americas/peru-illegal-gold-mining-latin-america.html](http://www.nytimes.com/2016/07/26/world/americas/peru-illegal-gold-mining-latin-america.html).

22. « Corruption under the Jagdeo Administration was partially ethnically motivated—says political activist », *Kaiteur News*, 10 avril 2016, [www.kaiteurnews.com/2016/04/10/corruption-under-the-jagdeo-administration-was-partially-ethnically-motivated-says-political-activist/](http://www.kaiteurnews.com/2016/04/10/corruption-under-the-jagdeo-administration-was-partially-ethnically-motivated-says-political-activist/).

23. « Second Well Confirms Guyana's Massive Oil Reserve », *Kaiteur News*, 26 juin 2016, [www.kaiteurnews.com/2016/06/26/second-oil-well-confirms-guyanas-massive-oil-reserve/](http://www.kaiteurnews.com/2016/06/26/second-oil-well-confirms-guyanas-massive-oil-reserve/).

24. « Mexico Drug War Fast Facts », *CNN*, 18 septembre 2016, <http://edition.cnn.com/2013/09/02/world/americas/mexico-drug-war-fast-facts/index.html>.

25. ELLIS, R. Evan, « *Strategic Insights-Mexico: New Directions, Continuity, and Obstacles in the Fight Against Transnational Organized Crime* », US Army War College Strategic Studies Institute, 31 mars 2016, [www.academia.edu/23671583/Mexico\\_New\\_Directions\\_Continuity\\_and\\_Obstacles\\_in\\_the\\_Fight\\_Against\\_Transnational\\_Organized\\_Crime](http://www.academia.edu/23671583/Mexico_New_Directions_Continuity_and_Obstacles_in_the_Fight_Against_Transnational_Organized_Crime).

26. « Cómo Opera la Red Financiera de Hezbollah en América Latina », *InfoBae*, 10 juillet 2014, [www.infobae.com/2014/07/10/1579730-como-opera-la-red-financiera-hezbollah-america-latina/](http://www.infobae.com/2014/07/10/1579730-como-opera-la-red-financiera-hezbollah-america-latina/).

27. HEDGECODE, Guy, « Rafael Correa: an Ecuadorian Journey », *Open Democracy*, 29 avril 2009, [www.opendemocracy.net/article/rafael-correa-an-ecuadorian-journey](http://www.opendemocracy.net/article/rafael-correa-an-ecuadorian-journey).

28. « Ecuador Recupera \$ 39 Millones que Pagó por los Radares Chinos que Nunca Funcionaron », *El Universo*, 21 mai 2013, [www.eluniverso.com/noticias/2013/05/21/nota/942886/ecuador-recupera-39-millones-que-pago-radares-chinos-que-nunca](http://www.eluniverso.com/noticias/2013/05/21/nota/942886/ecuador-recupera-39-millones-que-pago-radares-chinos-que-nunca).

29. « China Donó a Ecuador 10 Mil Versiones 'Modernas' de Fusiles AK47 », *El Universo*, 16 août 2016, [www.eluniverso.com/noticias/2016/08/16/nota/5745396/china-dono-ffaa-10-mil-fusiles](http://www.eluniverso.com/noticias/2016/08/16/nota/5745396/china-dono-ffaa-10-mil-fusiles).

30. SOLARIS T, Alexis, « Bolivia: La Bonanza También Sirvió para Comprar Armas », *Los Tiempos*, 19 septembre 2016, [www.lostiempos.com/oh/tendencias/20160919/bolivia-bonanza-tambien-sirvio-comprar-armas](http://www.lostiempos.com/oh/tendencias/20160919/bolivia-bonanza-tambien-sirvio-comprar-armas).

31. « *Russia, Bolivia Sign Agreement on Military Cooperation* », TASS, 6 septembre 2016, <http://tass.com/defense/898143>.

32. ELLIS, R. Evan, « Characteristics and Assessment of Russian Engagement with Latin America and the Caribbean », *Ensayos Militares* 2, no. 1, juin 2016, [www.ceeag.cl/index.php/volumen-22016/](http://www.ceeag.cl/index.php/volumen-22016/), pp. 29 - 42.

33. ALVAREZ M., Rezaye, « Evan Ellis: 'Mi Nada Placentera Experiencia con el Gobierno de Nicaragua' », *La Prensa*, 27 juin 2016, [www.laprensa.com.ni/2016/06/27/nacionales/2059162-evan-ellis-mi-nada-placentera-experiencia-con-el-gobierno-de-nicaragua](http://www.laprensa.com.ni/2016/06/27/nacionales/2059162-evan-ellis-mi-nada-placentera-experiencia-con-el-gobierno-de-nicaragua).
34. ELLIS, R. Evan, « The Nicaragua Canal: Commercial and Strategic Interests Disguised as a Megaproject », *Latin Trade Business Intelligence*, 3 décembre 2014, <http://latintrade.com/the-nicaragua-canal-commercial-and-strategic-interests-disguised-as-a-megaproject/>.
35. ELLIS, R. Evan, « Suriname and the Chinese: Timber, Migration, and the Less-Told Stories of Globalization », *SAIS Review* 32, no. 2, été-automne 2012, pp. 85–97.
36. US Department of State, *Trafficking in Persons Report*, juin 2016, Washington DC, 2016, [www.state.gov/documents/organization/258876.pdf](http://www.state.gov/documents/organization/258876.pdf).
37. ELLIS, R. Evan, « *The Approaching Implosion of Venezuela and Strategic Implications for the United States* », Strategic Studies Institute, Carlisle Barracks, PA : U.S. Army War College, 7 juillet 2015, <http://americanuestra.com/%EF%BF%BC-the-approaching-implosion-venezuela-strategic-implications-united-states/>.
38. CARROLL, Joe, « Cash-strapped Venezuela Tries to Leverage its Ownership of Citgo », *Miami Herald*, 6 octobre 2016, [www.miamiherald.com/news/business/article106406457.html](http://www.miamiherald.com/news/business/article106406457.html).
39. « Identifican a Diosdado Cabello Como Jefe del Cartel de los Soles », *El Nuevo Herald*, 26 janvier 2015, [www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/america-latina/venezuela-es/article8206548.html](http://www.elnuevoherald.com/noticias/mundo/america-latina/venezuela-es/article8206548.html).
40. CAWTHORNE, Andrew, « Venezuela Crisis Enters Dangerous Phase as Maduro Foes Go Militant », *Reuters*, 27 octobre 2016, [www.reuters.com/article/us-venezuela-maduro-protests-idUSKCN12R2J8](http://www.reuters.com/article/us-venezuela-maduro-protests-idUSKCN12R2J8).
41. TAITT, Ria, « Bracing for Refugees », *Trinidad Express*, 20 mai 2016, [www.trinidadexpress.com/20160520/news/bracing-for-refugees](http://www.trinidadexpress.com/20160520/news/bracing-for-refugees).
42. WONLAH, Ivis, « Guyana Prepares for Venezuelan Refugees, Fears Economic Hardships Could Cause Mass Exodus », *Atlanta Black Star*, 21 mai 2016, <http://atlantablackstar.com/2016/05/21/guyana-prepares-for-venezuelan-refugees-fears-economic-hardships-could-cause-mass-exodus/>.
43. JOHNSON, Keith, « Kerry Makes It Official: Era of Monroe Doctrine Is Over », *Wall Street Journal*, 18 novembre 2013, <https://blogs.wsj.com/washwire/2013/11/18/kerry-makes-it-official-era-of-monroe-doctrine-is-over/>.
44. ELLIS, R. Evan, « International Regime Building: The Trans-Pacific Partnership », *IndraStra*, 22 mai 2015, [www.indrastra.com/2015/05/International-Regime-Building-Trans-Pacific-Partnership-by-Dr-R-Evan-Ellis.html](http://www.indrastra.com/2015/05/International-Regime-Building-Trans-Pacific-Partnership-by-Dr-R-Evan-Ellis.html).
45. ELLIS, R. Evan, « *China's Activities in the Americas* », Testimony to the Joint Hearing of the Subcommittee on the Western Hemisphere and the Subcommittee on Asia and the Pacific, US House of Representatives Foreign Affairs Committee, 10 septembre 2015, <http://docs.house.gov/meetings/FA/FA07/20150910/103931/HHRG-114-FA07-Wstate-EllisE-20150910.pdf>.